

# LE BOURRU,

JOURNAL A L'USAGE DES GENS DE BELLE HUMEUR.

## LA SITUATION.

### III

OUTAOUAIS vient d'être déclaré la capitale des Canadas, par une majorité de cinq voix; et comment cette majorité a-t-elle été obtenue? Les ministres ont fait croire aux députés de Québec, que quand même Outaouais serait choisi par une forte majorité, cette ville ne posséderait jamais le siège du gouvernement, et que dans l'espace des quatre années d'abondance que Québec doit avoir, la grande question de la confédération des provinces, changera la face des événements. Comme si cette question devait être résolue en un clin-d'œil, lorsque les autres provinces en ont à peine entendu parler.

Il est désolant que nos députés soient si crédules. Pensent-ils que les chances pour Québec leur reviendront à tout propos? Et quand nous aurions cette confédération, croient-ils que les délégués du Nouveau Brunswick, de l'île du Prince Edouard et de Terre Neuve, changeront la décision de sa majesté pour le bon plaisir de telle ou telle ville? Auront-ils intérêt à ce que ce soit telle ville plutôt que telle autre qui soit la capitale des provinces confédérées. Pensent-ils que quelques lieues de plus ou de moins à faire, surtout avec des moyens de communication aussi faciles, soient des raisons suffisantes pour les engager à annuler la décision soutenue par l'exécutif et acceptée par les chambres de cette province.

L'idée d'une union fédérale a fait sacrifier Québec par ses propres députés, par ceux qui devraient avoir le plus d'intérêt à ce que le *Siège du Gouvernement* y fût fixé pour toujours. Nos ministres ont déclaré, avec toute l'humilité possible, dans leur première lettre au Secrétaire d'état pour les colonies, "qu'il s'est élevé de graves difficultés à conduire le gouvernement du Canada,

de manière à satisfaire, comme il conviendrait, aux désirs de sa nombreuse population." Voilà une vérité qui fait peu d'honneur à ceux qui sont chargés de gouverner la colonie, et pour notre part, nous croyons que ces "graves difficultés," ont été créées par ceux là-même qui se plaignent d'être incapables de satisfaire "aux désirs" du peuple. Certes le peuple n'a pas lieu non plus d'être bien satisfait, lorsqu'il se voit pillé par ceux en qui il avait mis sa confiance, lorsqu'il les voit établir des lois favorisant le riche au préjudice du pauvre, lorsqu'il se voit méprisé par celui qui est envoyé pour faire son bonheur en rendant, autant que possible, les intérêts communs. Les Bas-Canadiens et les Québécois surtout, ont bien droit de se plaindre de ce qu'on les ait négligés.

Comme l'ont dit les délégués à Sir Ed. L. B. Lytton, "lors de la passation de l'acte d'Union, le Bas-Canada possédait une population beaucoup plus considérable que le Haut-Canada." Ils auraient pu ajouter aussi que le Bas-Canada était prospère, et qu'il fut obligé de payer la dette du Haut-Canada; et que, si la population du premier est maintenant moindre que celle du second, c'est parce que depuis l'union, presque tous les gouvernements ont travaillé contre l'intérêt de la race inférieure, et que pas un seul ne s'est réellement occupé à détruire les causes de cette émigration qui désole ceux dont les sentiments sont nobles et désintéressés, et par ce moyen à soutenir les deux provinces sur un véritable pied d'égalité.

Si la section Ouest réclame maintenant une représentation proportionnée à son nombre, ce sont nos différents gouvernements qui sont la cause de cette injustice.

Les moyens d'arrêter l'émigration

étaient et sont encore faciles; cependant qu'ont fait nos ministres, que font-ils pour encourager la colonisation dans le Bas-Canada? Rien ou du moins pas assez pour encourager la jeunesse Canadienne à défricher ces terres fertiles, seul moyen de les retenir au pays.

Comment veulent-ils que le peuple soit satisfait de leur administration, lorsqu'ils sont la cause du dépérissement de la province, lorsqu'ils sont la cause du deuil de tant de familles? Vous sentez la nécessité de trouver un remède à cet état de chose, et bien, ce remède, il est entre vos mains; gouvernez avec honnêteté et désintéressement, pensez que vous n'êtes pas là pour faire votre fortune, mais bien pour faire le bonheur du peuple. Lorsque vous serez ce que vous devez être, ce que doivent être des hommes placés à la tête d'un gouvernement, alors le fonctionnement de notre système constitutionnel sera "paisible et harmonieux; alors vous sentirez s'adoucir des sentiments qui s'aigrissent chaque jour au milieu des contentions des partis politiques."

"Le gouvernement du Canada n'a pas la prétention de représenter les sentiments des autres provinces," disent les délégués. Nous n'avons pas non plus, nous, la prétention de vous les représenter; mais si nous pouvions donner un conseil aux gouvernements de nos sœurs-colonies, ce serait d'étudier en quel état sont nos finances, d'examiner où nous en sommes rendus avec cette politique d'hommes qui ne comprennent pas ou ne veulent pas comprendre leur position. Si la situation politique des autres provinces de l'Amérique du Nord est bonne et soutenable, nous leur conseillerions aussi de ne pas risquer à payer la dette terrible des Canadas.